

Accord professionnel

TRANSPORTS
(Activités du déchet)

Avenant n° 2 du 18 décembre 2024
à l'accord du 20 avril 2016
relatif aux garanties décès et invalidité des salariés

NOR : ASET2550014M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

OTRE ;
TLF ;
FNTR ;
FNTV ;
UTPF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTE CFDT ;
SNATT CFE-CGC ;
FNST CGT ;
FO UNCP ;
FGT CFTC ;
SNRTC CFE-CGC ;
Transports UNSA,

d'autre part,

Expose

Les parties signataires conviennent, par le présent avenant, de la mise à jour technique de l'accord collectif portant modification du décret n° 55-1297 du 3 octobre 1955 concernant les garanties décès et invalidité des salariés relevant des professions des transports du 20 avril 2016.

Par le présent avenant, elles s'alignent ainsi sur la définition retenue pour la catégorie des non-cadres lors de la refonte du régime prévoyance des salariés non cadres en 2017, se référant aux articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres en lieu et place des articles 4 et 4 *bis* de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

Il en découle donc ce qui suit :

Article 1^{er} | Mise à jour de l'article 6 de l'accord du 20 avril 2016

Les dispositions de l'article 6 de l'accord du 20 avril 2016 précité sont modifiées de la façon suivante :

Le 1^{er} alinéa de l'article 37.2 « Bénéficiaires » est réécrit comme suit :

« Au sein des conventions collectives nationales susvisées, sont concernés par les garanties "décès" et "invalidité", les salariés qui ne relèvent pas des dispositions des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres. »

Le reste est inchangé.

Article 2 | Dispositions spécifiques

Les présentes dispositions sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3 | Durée et entrée en application

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions du présent avenant entrent en application à compter de sa signature.

Article 4 | Publicité et dépôt

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail et d'une demande d'extension dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Paris, le 18 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)